

## Medef : Geoffroy Roux de Bézieux ne peut plus reculer. Il est attendu sur trois dossiers dont dépend l'avenir du Medef



Le nouveau président du Medef va ouvrir les universités du Medef demain mardi. A Jouy en Josas , sur le campus d'HEC.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Comme chaque année à la même époque, le Medef réunit ses cadres pour une université d'été qui doit relancer le programme d'actions pour l'année qui s'ouvre. C'est une habitude. Mais cette année c'est, pour le nouveau président, l'épreuve qu'il n'a pas le droit de manquer.

**Tout le patronat, les grandes comme les petites entreprises, attendent Geoffroy Roux de Bézieux. Et lui qui en a rêvé depuis si longtemps, ne peut plus se contenter de vagues propos politiques sur le libéralisme qu'il défend, sur la nécessité du changement ou sur quelques promesses de réformes radicales et structurelles (les projets de réformes le sont toujours) concernant l'organisation du Medef.**

Geoffroy Roux de Bézieux a été largement élu par l'assemblée générale du Medef au début du mois de juillet, parce qu'il correspondait à l'air du temps. Geoffroy Roux de Bézieux est jeune, il paraît d'ailleurs plus jeune qu'il ne l'est, il est moderne, il parle le digital et dans sa carrière de chef d'entreprise, il a fréquenté ce monde qui fait rêver les start-uppers. Il a été élu grâce à un discours assez peu clivant qui ne pouvait déplaire à aucune chapelle patronale. Sauf que le Medef est traversé par des problèmes sérieux et qu'il va bien falloir annoncer un programme d'actions structurelles. Finies les vagues promesses de créer des emplois, ou de redresser les comptes sociaux. Le patronat n'est pas crédible depuis très longtemps quand il aborde les questions économiques comme le font trop souvent les hommes politiques d'autrefois.

Les patrons, les grands et les petits, les multinationaux comme les régionaux, les managers comme les familiaux propriétaires. Tout ce monde qui travaille à la création de richesse en France attendent Geoffroy Roux de Bézieux sur trois grands dossiers.

**Le premier de ces dossiers concerne la position du Medef par rapport à la politique conduite par Emmanuel Macron** En imposant une vision économique à l'action de l'Etat, Emmanuel Macron a depuis un an, lancé un certain nombre de réformes auxquelles le patronat ne pouvait pas trop s'opposer. En considérant que l'essentiel du problème français provenait d'un manque de compétitivité, Emmanuel Macron ne pouvait pas se retrouver face à la résistance des patrons.

Sauf que dans le logiciel Macron, il y a aussi la culture de la concurrence et la nécessité du résultat partagé. Dans le logiciel Macron il y a aussi la nécessité de donner du sens à l'entreprise en élargissant ses missions (cf. le rapport Notat). Face à ce dossier très politique, le patronat a beaucoup de mal à produire un discours simple et cohérent, face à l'ambition du président de la République, les patrons ne sont pas forcément aussi homogènes. La concurrence oui, mais point trop n'en faut, la suppression des aides de l'Etat, pourquoi pas mais pour qui ? Le partage du profit et des dividendes, évidemment à condition de ménager l'avenir et les actionnaires. La compétitivité, l'économie d'offre, tout le monde sait l'expliquer dans l'entourage de Geoffroy Roux de Bézieux, mais quand on

---

s'écarte du premier cercle, nombreux sont les patrons qui préféreraient réclamer une relance de la demande. Ça dope plus vite le chiffre d'affaires ... etc.

**En clair, Geoffroy Roux de Bézieux doit dire si le mouvement patronal peut accompagner la politique Macron, jusqu'ou, comment et à quelle condition ou alors s'il doit s'y opposer.**

Accompagner, booster la politique de réforme libérale ou la freiner et s'y opposer. Mai il doit trancher.

**Le deuxième dossier où Geoffroy Roux de Bézieux est très attendu concerne l'utilité sociale du Medef. A quoi peut servir l'organisation patronale dans un monde nouveau qui se prépare?**

Si l'évolution encouragée par le gouvernement vise à reprendre au niveau de l'Etat, d'une part la fabrication du droit social et de l'autre la gestion des organisations sociales, le système sacré de la cogestion paritaire mis en place par le général de Gaulle en 1946, va perdre de son utilité et même sa raison d'être.

Actuellement, le Medef continue de cogérer avec les organisations syndicales de salariés, tout le système d'assurance sociale en France, l'assurance maladie, l'assurance retraite, l'assurance chômage. Très bien sauf que ces systèmes ne tiennent debout que parce que l'Etat fait les fins de mois et garantit leur pérennité. D'où l'ambition de l'Etat de mettre son nez dans la gestion, l'organisation pour tenter de trouver un peu plus d'efficacité. Parallèlement, le droit social issu des grandes messes sociales et des accords de branches, qui appliquent avec confusion un droit du travail très compliqué, ce mode de construction du droit social est battu en brèche par l'Etat qui est le plus souvent appelé en arbitre et par les entreprises qui, au plus près du terrain, connaissent bien les contraintes et ce dont elles ont besoin.

Si les syndicats patronaux et salariés perdent cette fonction de répartiteurs de la manne sociale, ils perdent une grande partie de leur raison d'être.

Ils doivent urgemment trouver des services et des utilités qui les rendent désirables aux entreprises et aux salariés.

Les chefs d'entreprises trouvent souvent dans la Confédération des PME ou dans les chambres de commerce une assistance beaucoup plus proche de leur préoccupation qu'au Medef.

**Le Medef de Geoffroy Roux de Bézieux doit expliquer à quoi il peut servir et comment il peut servir les entreprises.**

**Le troisième dossier est plus compliqué, il consiste à définir une réponse à la politique de protectionnisme qui se développe un peu partout dans le monde et notamment à partir des USA.**

Ce protectionnisme, brandi à longueur de tweets par Donald Trump, n'est pas une invention américaine, c'est une réaction politique aux méfaits de la mondialisation galopante. Donald Trump ne fait que de la politique. Or, il y a des maladies où le remède administré peut-être pire que le mal lui-même.

Pour la majorité des économistes et des chefs d'entreprise, le protectionnisme porte le risque de tuer la croissance mondiale.

Or, les chefs d'entreprise ont besoin de cette croissance mondiale. Ce qui se passe aujourd'hui montre bien que le monde des affaires internationales n'a pas su expliquer les bienfaits du commerce mondial et corriger ses excès.

**Le monde des affaires français n'a pas dégagé une force d'explication et de pédagogie pour exercer un lobbying puissant de façon à aider les gouvernements européens, et la Commission de Bruxelles.** Les entreprises françaises, qui sont les premières victimes des dictats US sur l'Iran ou sur la Russie, sont bien seules à se défendre et n'ont pas d'autres solutions que de se plier à la décision américaine.

Aux Etats Unis même, les organisations patronales européennes sont peu enclines à venir expliquer les effets pervers de la politique Trump dans les couloirs du Congrès américain.

Geoffroy Roux de Bézieux a souvent dit qu'il était un vrai libéral, innovateur, réformiste. Il a été élu sur cette image. Reste maintenant à le prouver et à entrainer ses troupes sur la voie du changement. Parce que le changement, ça n'est pas uniquement pour les autres, Monsieur le président.